

## LE NOUVEAU BRETTON WOODS DOIT AVOIR LIEU A DOHA !!

Au-delà des craintes et angoisses qu'ont pu susciter les événements financiers et économiques qui ont secoué notre planète ces derniers jours, il est une chose que cette crise nous fait réaliser : les pays de l'OCDE sont des pays très riches. Peut-on se qualifier autrement lorsqu'on est capable de mobiliser en quelques jours des centaines de milliards d'euros ? Cela n'empêchera pourtant pas la récession d'accentuer la pauvreté ici.

Là-bas, les pays pauvres ne sortiront pas non plus indemnes de cette crise ; celle-ci, se superposant à la crise alimentaire, va aggraver la grande pauvreté dans la plupart des pays à faible Indice de Développement Humain.<sup>1</sup>. Nous identifions quatre raisons essentielles :

Tout d'abord la baisse probable de l'aide publique au développement, octroyée par les pays du Nord. Elle se chiffre pour l'instant à 65 milliards d'euros par an mais les coupes budgétaires s'annoncent drastiques, malgré l'engagement de ces mêmes pays à consacrer 0,7% de leur Revenu National Brut à cette aide.

La baisse de la demande de la part des consommateurs des pays riches et émergents, du fait de la récession qui s'annonce : cette baisse de la demande engendre déjà une baisse des prix des matières premières qui restent, pour nombre de pays du sud, une source de rentrée de devises vitale pour leur économie.

Les investissements privés vont également ralentir : les capitaux disponibles se réfugient là où c'est le plus sûr.

Enfin, le transfert des diasporas vers leurs pays d'origine diminuera certainement du fait là encore de la récession. Ce transfert est loin d'être négligeable : pour le Ghana en 2005, par exemple, l'argent investi par les ghanéens de l'étranger s'élevait à 5 milliards de dollars !

Pour éviter le spectre inacceptable d'un monde définitivement coupé en deux, il faut absolument donner aux pays du sud les moyens de développer une économie durable. Le CCFD-Terre Solidaire, qui soutient 500 organisations partenaires, se bat avec elles sur tous les fronts depuis près de 50 ans pour que ces moyens soient donnés ; il ne s'agit pas seulement de mieux réguler la libre circulation des biens et services, mais aussi de financer les infrastructures et services essentiels qui permettent d'aller au-delà du combat pour la survie quotidienne.

Les objectifs du millénaire pour le développement, adoptés par l'assemblée générale des Nations Unies à New York en 2000, visaient à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, doivent rester une priorité ; les gouvernements du nord doivent mettre les moyens nécessaires, aujourd'hui estimés à quelques dizaines de milliards de dollars supplémentaires par an d'ici 2015 ; de même, l'APD de tous les pays de l'OCDE, au premier rang desquels les pays de l'UE, doit augmenter et atteindre avant 2015, les 0,7 % tant de fois promis

La crise actuelle constitue l'occasion de réformer en profondeur le système financier international afin notamment de mobiliser davantage de ressources pour le développement. Il s'agit :

- d'élaborer des règles équitables et transparentes à l'endettement international en protégeant les dépenses vitales des pays pauvres et en responsabilisant davantage les prêteurs ;
- d'associer étroitement les pays en développement à la prise de décision, contrairement par exemple à ce qui se passe au FMI où les 48 pays d'Afrique n'ont aujourd'hui que 5% des droits de vote ;
- de s'attaquer frontalement à la finance offshore. Toute tentative de nouvelle régulation serait vaine si elle ne s'appliquait pas aux paradis fiscaux, qui organisent le contournement des règles financières, fiscales et judiciaires.

Face à des puissances financières trop guidées par la recherche de profits à court terme, les puissances publiques doivent reprendre le pouvoir et se doter de réels moyens pour une véritable gouvernance mondiale. La conférence de l'ONU sur le financement du développement, prévue à Doha du 29 novembre au 2 décembre de cette année, est l'occasion idéale pour poser les bases de cette réforme et de ces nouvelles règles du jeu. Le CCFD-Terre Solidaire appelle les chefs d'état du monde entier à se mobiliser pour cette occasion.

Antoine Malafosse  
Délégué Général  
CCFD-Terre Solidaire  
[www.ccfid.asso.fr](http://www.ccfid.asso.fr)

---

<sup>1</sup> L'IDH est un indice publié chaque année par le PNUD qui permet à l'aide de nombreux indicateurs économiques, sociaux et démographiques d'estimer la richesse d'un pays.